

POLICIERS MUNICIPAUX, POLICIÈRES MUNICIPALES **MARRE DES PROMESSES: EXIGEONS LA RECONNAISSANCE** QUE NOUS MÉRITONS

Ras-le-bol!

Nous avons toutes et tous eu ce sentiment : celui d'être baladés, d'un bureau à l'autre, renvovés de la mairie au ministère. D'un côté, le ministre DARAGON, qui, malgré ses promesses, ferme la porte sur le volet social, et de l'autre, les maires qui refusent de s'engager. Résultat? On nous laisse attendre des solutions qui ne viennent jamais.

Lors de notre dernière entrevue au ministère, le 30 octobre, nous avons été clairs : pas de nouvelles prérogatives sans une revalorisation de nos conditions sociales! Pourtant, face à nos revendications pour un statut juste et des garanties de retraite décentes, on nous a gentiment rappelé que «c'est aux maires de décider». Un discours qui se répète depuis des mois.

Le jeu des promesses sans suite!

Depuis des mois, nous déposons préavis de grève sur préavis de grève. Nous avons manifesté, interpellé, alerté. Les réformes que nous espérions pour les policier-es municipaux·ales sont soit ignorées, soit renvoyées au «Beauvau de la police municipale». En attendant, nos conditions de travail restent les mêmes, et nos revendications sur la retraite, de reconnaissance de la pénibilité, de carrière, demeurent sans réponse.

Tout ça pour quoi ? Pour entendre que nos demandes seront «peut-être» abordées plus tard? Pour constater qu'on continue de privilégier l'augmentation de nos prérogatives, tout en repoussant la moindre amélioration de notre statut?

La goutte de trop?

Les intentions sont claires : faire de nous des agents sursollicités et sous-considérés, supplétifs de la police nationale, qui elle-même est confrontée à une constante dégradation. L'axe politique est de nous accorder plus de missions, en espérant que «logiquement» cela mènera à des évolutions statutaires... mais nous savons où ces promesses nous mènent. Alors oui, nous sommes à bout. Comme vous, nous sommes écœurés par ces négociations sans fin, ces belles paroles qui ne débouchent sur rien de concret pour améliorer nos conditions de travail et assurer notre avenir.

Et maintenant? que faisons-nous?

Aujourd'hui, nous devons nous poser les vraies questions. C'est pourquoi la CGT invite les agent·es des polices municipales à se réunir dans leurs syndicats, pour remonter leurs revendications et poser la question des actions, des mobilisations et de la grève.

Nous ne pouvons plus subir en silence!

De notre côté, organisés au sein de la fédération CGT des services publics, nous continuons à étudier toutes les options possibles pour faire avancer nos droits, pour débloquer la situation et faire reconnaître nos revendications.

Ne restons pas des policier·es de «deuxième classe». Ne laissons pas notre avenir dépendre de promesses sans suite.

Agissons pour montrer que notre ras-le-bol n'est pas une simple plainte, mais un véritable appel à la justice sociale!

Après des jours de congés supprimés, deux années de retraite supprimées, la CNRACL en danger, le gouvernement entend imposer 3 jours de carence avec la suppression de 10 % du traitement dès le 4e jour d'arrêt maladie et la proposition de la suppression d'un jour férié tend à se concrétiser!

Malgré l'énorme perte de pouvoir d'achat subie depuis 2000, le ministre de la Fonction publique G. Kasbarian poursuit la même politique en confirmant le gel du point d'indice, et va même encore plus loin en supprimant la GIPA.

FACE À LA MULTIPLICATION DES ATTAQUES CONTRE LA FONCTION PUBLIQUE ET SES AGENT-ES, METTONS TOUT EN ŒUVRE POUR REUSSIR LA MOBILISATION DE TOUTES LES POLICIÈRES ET DE TOUS LES POLICIERS MUNICIPAUX, LE 5 DÉCEMBRE.

Nom :	Prénom :	
Adresse :		
Code postal : .	Ville:	
Tél.:	Courriel:	
Collectivité (nom et département) :		
[#186838][#1	Fédération CGT des Services publics	des services

Case 547 - 263, rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex

Pour te syndiquer en ligne, scanne le Flashcode!







RÉUSSISSONS

LA MOBILISATION

DU 5 DÉCEMBRE